

# l'Humain d'abord !

Avec **Fabien ROUSSEL**, député du Nord  
et **Alain BOCQUET**, député honoraire

**#3**  
Novembre 2018

## ÉDITO



### VALLOUREC, UNE AFFAIRE D'ÉTAT

Quel avenir pour le site de Saint-Saulve ? À l'heure où sont écrites ces lignes, il reste incertain même si un cap important a été passé ces derniers jours. 281 salariés sont aujourd'hui concernés. 1 000 emplois directs sont menacés à terme, dont ceux de la tuberie.

Le gouvernement et le cabinet d'experts indépendants ont jugé le projet industriel du repreneur ALTIFORT « viable », « positif », « crédible ». C'est une première étape. Le président de la République, qui sera prochainement dans le Nord, doit maintenant créer toutes les conditions pour que les banques jouent leur rôle et apportent leur soutien financier, au côté de l'Etat, pour donner une chance à cette aciérie ultramoderne de se développer.

De plus, l'aciérie de Saint-Saulve est la championne d'Europe en termes de faibles émissions de CO2 comparée à celles, en Allemagne, qui fonctionnent au charbon. Ici, à Saint-Saulve, l'acier produit avec de l'électricité dégage 8 fois moins de CO2. C'est la raison pour laquelle elle deviendra rapidement compétitive au fur et à mesure que les taxes carbonées s'appliqueront sur les aciéries au charbon. Voilà une raison de plus pour l'Etat de soutenir ce projet et d'investir dans une industrie décarbonnée.

Il est temps que l'Etat reprenne la main sur ce dossier.

La France a besoin d'une filière sidérurgique solide. Produire en France, ce n'est pas qu'un slogan. C'est aussi une question de souveraineté économique.

Dans notre région, l'industrie représente 18 % de l'emploi salarié privé, c'est dix points de plus que la moyenne nationale. Cela mérite largement un engagement sans faille pour la soutenir.

Fabien ROUSSEL

## EMPLOI

### Air France KLM et Safran La promesse d'un nouvel envol



À terme, 250 emplois seront créés dans la nouvelle usine.

**La mise en activité prochaine à Rosult, dans la zone de La Porte du Hainaut de Sars-et-Rosières, d'une usine copilotée par Air France/KLM et Safran sonne comme une belle promesse. Celle d'une industrie prête à reprendre des couleurs, sous l'effet conjugué d'une attractivité intacte, d'un savoir-faire reconnu et d'une ambition affirmée. Notre territoire ne manque pas d'atouts. La preuve.**

**Compétences** Assurer la réparation d'ailettes de compresseurs haute pression et d'aubes de stator destinées aux Airbus A 320, A 380 et aux Boeing 737 et 777 suppose une fiabilité à toute épreuve. C'est précisément ce que le directeur de l'usine est venu chercher dans l'arrondissement.

« *Le Valenciennois dispose d'une main d'œuvre qualifiée et disponible* », rappelle Thomas Grosclaude dans *L'Observateur*. Le territoire a une culture industrielle avec un réseau local de prestataires et de maintenance industrielle. En 2016, au moment du choix de l'implantation, le président de la République lui-même y avait vu « *un symbole du savoir-faire français* ».

**Haut niveau** Sur un site de près de 15 000 m<sup>2</sup>, la nouvelle usine va disposer de moyens industriels de pointe pour mettre en œuvre des procédés métallurgiques de haute technologie. Ce qui en fera un site unique en Europe. Jusqu'alors,

l'activité de réparation était confiée à une seule entreprise, à Singapour. Qui a dit que notre industrie n'avait pas d'avenir ?

**Emplois et partenariat** À l'horizon 2020, « *Airfoils Advanced Solutions* » doit générer 250 emplois. Pour concrétiser son projet, l'entreprise de maintenance de moteurs a pu s'appuyer sur un engagement résolu de l'Etat, la Région et la communauté d'agglomération de La Porte du Hainaut, à la fois en subvention (2 millions d'euros pour 22 millions investis) et en formation. « *On est aidé par des gens compétents, impliqués et qui font un travail remarquable* », se félicite ainsi Thomas Grosclaude.

**Géographie** Outre une main d'œuvre qualifiée, le Valenciennois bénéficie d'une situation hautement stratégique en Europe. C'est elle qui lui a valu, en partie, l'implantation de Toyota à Onnaing ou de GSK à Saint-Amand-les-Eaux. Et c'est encore elle qui la place au centre des échanges entre Paris et Amsterdam, les deux pôles centraux d'Air France et KLM. Dans un monde où chaque minute compte, autant dire que cette proximité est un avantage précieux.

**Un avenir nouveau peut désormais se dessiner avec un véritable pôle aéronautique bâti autour de cette nouvelle usine, de SKF et de Dassault.**

## Réception des vœux du député

**Retrouvons-nous mardi 29 janvier à 18h30**

Salle des fêtes d'Anzin, Square de la République,  
sous la présidence de **Pierre-Michel Bernard**, maire d'Anzin  
et d'**Alain Bocquet**, maire de Saint-Amand-les-Eaux, président de la CAPH.



## DANS LA CIRCONSCRIPTION ET À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Hommage aux mineurs



À l'occasion du 70ème anniversaire de la grande grève de 1948, Fabien Roussel, député, et Aymeric Robin, maire de Raismes, ont souhaité rendre hommage aux mineurs devant la stèle de la cité Sabatier de Raismes. Ils furent nombreux à s'engager du côté de la Résistance et tous ont sacrifié leur santé pour reconstruire le pays après la guerre. Pour exprimer la reconnaissance de la nation, cet hommage aura lieu dorénavant chaque année.

### Revalorisation du SMIC

Le problème de la vie chère et des salaires très bas se pose de plus en plus dans notre pays, « et en même temps », la France est devenue championne du monde de distribution des dividendes. Cette situation inacceptable a conduit les députés communistes à proposer au gouvernement d'augmenter significativement le SMIC, lors de la séance de l'Assemblée nationale du 6 juin dernier.

### Cancers infantiles

Nous avons tous été émus par la disparition de la petite "Wonder Augustine", dont la famille réside à Hasnon. Fabien Roussel a interpellé le ministre des Solidarités et de la Santé, par le biais d'une question écrite. Il a ainsi relayé les propositions de l'association « Eva pour la vie » en vue d'obtenir l'inscription de crédits spécifiques pour la recherche sur les cancers infantiles et de prévoir un meilleur accompagnement des parents, souvent contraints de cesser leur activité professionnelle pour rester aux côtés de leur enfant gravement malade.

### Stop à la hausse sur les carburants !



Les taxes sur l'essence et le gazole sont insupportables car elles ponctionnent notre pouvoir d'achat déjà durement attaqué. C'est en ce sens que les députés communistes sont intervenus, avec d'autres, pour demander au contraire des mesures visant à baisser la TVA sur les voitures hybrides et au gaz ou à rendre gratuits les transports en commun, comme cela se pratique déjà à Dunkerque.

## IDÉES

# « Récupérer l'impôt des multinationales en France, c'est possible »

Pour lutter contre les paradis fiscaux, l'économiste Gabriel Zucman propose de taxer les profits des grands groupes mondiaux sur la base des ventes réalisées dans les pays.



Gabriel Zucman était à l'Assemblée nationale le 20 septembre 2018.

Tricher avec les impôts est aujourd'hui devenu un sport d'élite pour les multinationales. La succession de scandales, de Wikileaks aux Paradise papers, a révélé l'ampleur effarante d'un phénomène qui mine notre pacte social et siphonne les recettes des États. En France, toutes formes de tricherie confondues, le manque à gagner annuel est compris entre 60 et 100 milliards d'euros. Soit rien moins que le montant de notre déficit budgétaire.

C'est un véritable scandale ! Mais comment faire face à des mastodontes comme McDonald's, Apple ou Coca Cola, rompus aux techniques d'évitement fiscal les plus sophistiquées, quand en face, l'Europe est incapable d'opposer un front uni ? Pire, quand elle laisse l'Irlande, les Pays-Bas ou Malte, tous membres de l'Union, se livrer ostensiblement à des pratiques fiscales nuisibles pour ses voisins.

### Des solutions existent

Au printemps, Fabien Roussel avait bien proposé d'établir une liste française des paradis fiscaux crédible et transparente, mais le gouvernement l'a balayée d'un revers de manche. À la place, il a fait voter en septembre une loi contre la fraude bien trop timide pour lutter contre un tel fléau.

Des solutions pourtant existent. Le 20 septembre, à l'Assemblée nationale, l'économiste Gabriel Zucman, professeur à l'université de Berkley, est venu échanger avec Fabien Roussel sur les moyens

de contrer l'évasion fiscale des grandes firmes internationales. Les deux hommes s'accordent d'emblée sur un point : la France peut agir seule, et montrer à ses partenaires européens le chemin vers une fiscalité plus juste et ferme. Comment ? En établissant une nouvelle règle : au lieu de laisser les multinationales choisir le pays où elles enregistrent leurs profits (en général des paradis fiscaux comme l'Irlande), on met en place une taxation des profits calculée sur les ventes réalisées dans le pays. « La condition d'accès au marché français serait alors très simple », détaille l'économiste, dont les travaux sont internationalement reconnus : vous devez envoyer à l'administration fiscale un relevé avec vos profits mondiaux, puis une ventilation pays par pays de vos ventes. Ensuite le Fisc vous enverra la facture.

**Un beau sujet à débattre au "Arenberg Forum: pour une finance mondiale et éthique" qui se tiendra à Wallers-Arenberg du 22 au 24 mars 2019.**

## INDUSTRIE

# L'usine Peugeot de Trith-Saint-Léger prête à relever le défi !

Le grand patron de PSA est venu fin août avec une feuille de route décoiffante : passer d'une production de 1 800 boîtes de vitesse par jour à... 3 000 à partir du 1er novembre. Autrement dit, quasiment un doublement de cadence.

Pour répondre à un tel défi, la direction ne prévoit aucun plan de recrutement d'envergure, hormis le recours à une quarantaine d'intérimaires. En revanche, il a mis en place deux équipes « VSD », travaillant le vendredi, le samedi et le dimanche, de jour comme de nuit par roulement. Un recours aux heures supplémentaires qui s'ajoute déjà aux huit samedis obligatoires (56 heures) imposés dans le contrat de travail et sur lesquels les ouvriers ne touchent que les 25% de majoration. Soit un total de 15 euros par samedi !

Malgré tout, les « Peugeot » de Trith ne désirent qu'une chose : pouvoir relever le gant. Mais pas à n'importe quel prix. Le manque d'investissement, depuis une bonne dizaine d'années, produit des effets ravageurs. « On a un outil de travail complètement obsolète, pointe Cédric Brun, responsable syndical de la CGT ce qui se traduit par de nombreuses pannes, du stress et des retards ».

Pour la maintenance, la charge est immense. Grégory, 43 ans dont quinze d'ancienneté, doit ainsi « gérer » 137 machines, ce qui représente environ 12 à 17 kilomètres par jour. « Parfois

il y a cinq pannes à traiter simultanément », souffle le maintenancier. Ereintant.

### Des salaires trop bas

Investir, donc, mais aussi augmenter les salaires. Avec 28 ans d'ancienneté, Jean-Philippe, affûteur professionnel, émarge à 1 800 euros net. Stéphane, opérateur-régulateur sur les plus vieilles machines, un poste très difficile techniquement, doit se contenter de 1 650 euros net après 23 ans dans l'entreprise. Carlos Tavares, le patron de PSA, a reconnu lui-même lors de sa visite : « Le groupe gagne de l'argent ». Il est plus que temps de le partager, lui répondent les salariés.

Le site de Trith-Saint-Léger mérite mieux qu'une gestion à bas coût, dépourvue

d'ambition. Outre le projet de nouvelle boîte EAT6, de prometteuses perspectives existent, en s'appuyant sur un savoir-faire unique. « On pourrait devenir une plate forme de formation mondiale sans problème », assure Cédric Brun, « ça manque au groupe. On peut devenir la première usine de fabrication de boîtes de vitesse au monde. C'est l'objectif du groupe. On pourrait former des gars en deux ans. L'opportunité existe, mais dans dix ans, elle ne sera plus là. » La pression, cette fois, est sur le grand patron.

Pour Fabien Roussel, voilà le vrai défi à relever : offrir aux jeunes Valenciennes une perspective de formation et de travail dans une usine qui doit rester performante.



Rencontre avec des syndicalistes dans l'usine Peugeot de Trith-Saint-Léger.

## RECONNAISSANCE

### Mobilisés en Algérie entre 1962 et 1964, ils méritent la carte du combattant



Le sujet a été abordé lors d'une réunion avec la secrétaire d'État aux anciens combattants.

#### Une injustice va bientôt être réparée :

les militaires français présents en Algérie entre le 2 juillet 1962 et le 1<sup>er</sup> juillet 1964 vont enfin bénéficier de la carte du combattant. Rapporteur spécial du budget des anciens combattants, Fabien Roussel sera en première ligne, cet automne, pour veiller à la mise en œuvre de cette vieille requête. « C'est un droit à réparation pour ceux qui ont été envoyés au feu », souligne le député. « Les anciens combattants concernés par cette mesure peuvent se rapprocher des associations de leur commune pour déposer un dossier. »

#### Autre sujet de préoccupation :

la montée des nationalismes dans de nombreux pays et la banalisation des symboles nazis, comme on a pu le voir en Allemagne. Le souvenir de cette période sombre de l'histoire de l'humanité ne doit pas disparaître. Pour faire vivre le devoir de mémoire, les associations proposent que chaque élève des collèges et des lycées puisse participer à une visite d'un lieu dédié à la Seconde Guerre mondiale. Des financements existent pour organiser ces déplacements plus que jamais utiles.

## MAUVAIS COUP

### Le pouvoir d'achat des retraités à nouveau maltraité



**Le Gouvernement et sa majorité présidentielle n'ont rien compris à la colère des retraité-e-s**

Fabien Roussel a interpellé directement le ministre de l'Économie à l'Assemblée nationale.

Lors des questions au gouvernement, Fabien Roussel a interpellé le ministre de l'Économie sur les mesures inscrites dans le budget 2019 qui vont une nouvelle fois ponctionner le pouvoir d'achat des retraités. Des mesures inadmissibles aux yeux du député et des millions de Français concernés.

C'est pourquoi les députés communistes ont proposé que nos aînés puissent, de nouveau, bénéficier de la demi-part accordée aux personnes âgées vivant seules et ayant élevé au moins un enfant.

Dans le même temps, ils ont demandé le rétablissement de l'exonération sur la majoration accordée aux retraités ayant élevé au moins trois enfants. Autres propositions : la baisse de la CSG et la suppression de la taxe CASA de 0,3% pour financer la dépendance.

**Cette batterie de mesures permettrait d'augmenter les pensions de 200 euros en moyenne.** Ce ne serait que justice pour celles et ceux qui ont cotisé toute leur vie et qui ont droit à une retraite digne.

**Or qu'a répondu le ministre à ces propositions ? « Ça coûte trop cher ! »** Cette réponse est intolérable quand on sait tous les cadeaux que ce gouvernement distribue aux plus riches contribuables : suppression de l'ISF et plafonnement des impôts sur les dividendes et les revenus financiers en 2018 ; baisse de l'impôt sur les sociétés en 2019, au profit essentiellement des grandes multinationales, élargissement de la niche Copé, allègement de l'Exit Tax...). Et ce n'est pas la suppression de la taxe d'habitation qui va compenser la perte de pouvoir d'achat des retraités. Bref, pour se faire entendre, il va falloir se mobiliser encore plus.

Continuons ensemble d'interpeller les députés de *La République En Marche*, responsables de cette politique ostensiblement tournée vers les plus privilégiés.

**Retrouvez la vidéo de la question au gouvernement sur Facebook.**

## DANS LA CIRCONSCRIPTION ET À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Bureau de poste d'Hasnon



Victoire ! La mobilisation a payé : habitants, élus locaux, tous avaient demandé le maintien du service postal à Hasnon. Après quelques jours de fermeture, le bureau de poste a réouvert ses portes au public, le 1<sup>er</sup> octobre. Une démonstration de la force et de l'intérêt des actions collectives.

### Scolarisation des enfants atteints de handicap

Les députés communistes, avec d'autres, ont dénoncé le manque d'auxiliaires de vie scolaire (AVS) pour cette rentrée et demandé l'embauche immédiate de personnels pour accueillir les enfants en situation de handicap dans nos écoles.

### Un manifeste pour la région



Après plusieurs mois de rencontres, coordonnées par Fabien Roussel, avec les habitants et forces vives de la région, les cinq parlementaires communistes ont été reçus par le Premier ministre pour lui remettre le Manifeste pour les Hauts-de-France, un ensemble de propositions pour la relance de l'emploi et le développement de l'attractivité de notre région. Ils ont rappelé la nécessité d'un effort de rattrapage de l'État pour répondre aux besoins de ses habitants, souvent trop peu considérés.

## Projection-débat

### Main basse sur l'énergie

Salle Malraux, avenue du Collège Saint-Amand-les-Eaux



Gilles Balbastre a réalisé un documentaire sur la privatisation du secteur de l'énergie en France. Depuis cette privatisation, les factures de nos concitoyens ont largement augmenté tandis que les dividendes des nouveaux actionnaires des entreprises de l'énergie se sont envolés. À la suite de la projection, une discussion aura lieu avec le réalisateur et des responsables syndicaux de l'énergie.

# JUSTICE FISCALE

Budget 2019

## L'an 2 du Président des riches



Crédits d'impôts  
Baisse des cotisations  
Exit Tax  
Niches fiscales

**70 MILLIARDS  
POUR LE CAPITAL  
ET LES GRANDES ENTREPRISES**



Hausse de l'essence  
Hausse du tabac  
Gel des pensions et des prestations sociales  
Hausse des cotisations Agirc / Arrco  
Hausse des mutuelles  
Hausse du gaz

**ENCORE 8 MILLIARDS  
EN MOINS POUR LES MENAGES EN 2019**

### PERMANENCES AVEC VOTRE DÉPUTÉ

de 9 h à 10 h 30  
Sur rendez-vous au **03 27 27 86 40**

#### 2018

##### NOVEMBRE

- Escoutpont le **16/11**, Mairie, 7 rue Henri-Durre.
- Mortagne-du-Nord le **23/11**, Mairie, place Paul-Gillet.

##### DÉCEMBRE

- Anzin - Carpeaux le **07/12**, Espace André-Parent, 375 avenue Anatole-France.
- Lecelles le **14/12**, Mairie, 3408, rue des Fèves.
- Raïsmes - Sabatier le **21/12**, Maison de quartier, 78D rue Thiers.

#### 2019

##### JANVIER

- Vieux-Condé le **11/01**, Maison pour Tous Frank Trommer, 75 rue D'Anjou.
- Bruay-sur-l'Escaut le **18/01**, CCAS, Place des Farineau.
- Hasnon le **25/01**, Espace solidarité, 3, rue du Rivage.

##### FÉVRIER

- Hergnies le **08/02**, Hôtel de Ville, 2 place de la République.
- Beuvrages le **15/02**, Hôtel de ville, Parc Fénelon.
- Saint-Amand-les-Eaux le **22/02**, Espace Raymond-Bédé, 101, rue du Faubourg de Tournai.

##### MARS

- Raïsmes le **08/03**, CCAS, Boulevard Roger Claie.
- Anzin le **22/03**, Hôtel de Ville, place Roger Salengro.

##### AVRIL

- Saint-Amand-les-Eaux le **12/04**, Espace Raymond-Bédé, 101, rue du Faubourg de Tournai.
- Sars-et-Rosières le **19/04**, Hôtel de Ville, 1 Place de la Mairie.
- Fresnes-sur-Escaut le **26/04**, Hôtel de Ville, Place Vaillant-Couturier.

##### MAI

- Vieux-Condé le **10/05**, Maison pour Tous Frank Trommer, 75 rue D'Anjou.
- Bruay-sur-l'Escaut / Thiers le **24/05**, Maison des services, Place Henri Durre.

##### JUIN

- Saint-Amand-les-Eaux le **14/06**, Espace Raymond-Bédé, 101, rue du Faubourg de Tournai.
- Raïsmes - Sabatier le **21/06**, Maison de quartier, 78D rue Thiers.
- Anzin le **28/06**, Hôtel de Ville, place Roger Salengro.

##### JUILLET

- Raïsmes le **12/07**, CCAS, Boulevard Roger Claie.

### PROPOSITIONS

## Répondre en priorité aux besoins humains et à l'urgence climatique



Sauver la planète, c'est maintenant ! Et cela implique une rupture avec le modèle économique actuel.

Le budget 2019 renvoie à cette pensée grinçante de Coluche : « *Les riches auront de la nourriture, les pauvres auront de l'appétit.* » Pourquoi ?

Parce que, encore une fois, les grandes entreprises et les actionnaires sont les premiers bénéficiaires des choix gouvernementaux : 70 milliards d'euros de cadeaux en 2019, versés sans aucune contrepartie (baisse de cotisations, baisse d'impôts, crédit d'impôts). En face, les familles, les retraités, les infirmières, les profs, les salariés vont, eux, subir de nouvelles baisses de pouvoir d'achat avec le gel des pensions, le gel des salaires des fonctionnaires, la hausse des carburants... Au total ce ne sont pas moins de huit milliards d'euros qui s'envolent du portefeuille des ménages.

Et ce ne sont pas les quelques mesures telles que la suppression de la taxe d'habitation en trois ans qui viendront

compenser tout ce que nous perdons tous les mois !

**Pourtant, il est possible et même urgent de faire autrement. Le pouvoir d'achat des salariés et des retraités doit augmenter de 150 euros au minimum et suivre ensuite le rythme de l'inflation.** Il faut aussi redonner des moyens aux communes, investir dans la santé, l'école, le logement. Nous avons besoin de ressources nouvelles pour relever le défi climatique. Pour cela, nos propositions sont sur la table : baisses ciblées de TVA, renforcement de la fiscalité vis-à-vis des modes de transport les plus polluants, contribution des grands groupes, à la hauteur de leur impact sur l'environnement, en vue de financer un fonds national pour la transition écologique. Le problème aujourd'hui n'est pas le coût du travail mais bien celui du capital et de ceux qui trichent avec l'évasion fiscale.

### NOUS CONTACTER

@ contact@rouselfabien.com  
rouselfabien.com  
f t i Fabien Roussel



**03.27.27.86.40**

4, rue Jean-Jaurès, BP 30056  
59860 Bruay-sur-l'Escaut

**Permanence sans rendez-vous  
tous les mardis de 10 h à 12 h**